

Tim Phillips [00:00:00] :

Aujourd'hui sur VoxTalks Économie, immigration et services publics.

Bienvenue sur VoxTalks Economics du Center for Economic Policy Research. Je suis Tim Phillips. Chaque semaine, nous vous présentons les nouvelles recherches les plus importantes en économie. N'oubliez pas de vous abonner et de nous suivre sur notre Instagram « VoxTalks Economics ».

[Voiceover] [00:00:25] :

Le système d'immigration légale dont nous disposons actuellement ne fonctionne pas pour l'Amérique, et il ne fonctionne vraiment pas pour le 21e siècle...

Un système basé sur les compétences qui respecte et traite les gens pour ce qu'ils sont. C'est un système qui correspond mieux aux valeurs américaines...

Nous sommes complets. Notre système est plein. Notre pays est plein. Impossible d'entrer. Notre pays est plein...

Tim Phillips [00:00:38] :

Il semble que les hommes politiques d'Amérique du Nord et d'Europe ne parlent presque que d'immigration ces jours-ci. C'est en partie parce que leurs électeurs en parlent aussi. Allumez la télévision, ouvrez Facebook, et vous trouverez des gens qui s'inquiètent que leurs écoles locales soient surchargées, que les hôpitaux aient de longues listes d'attente, ou que les bus soient débordés et qu'ils doivent payer des impôts plus élevés en raison de l'immigration dans leur région. Leurs craintes sont-elles justifiées ? Anna Maria Mayda, de Georgetown, et Mine Senses, de Johns Hopkins, sont deux des auteurs d'une étude sur l'impact de l'immigration sur les biens publics aux États-Unis. Elles me rejoignent maintenant. Anna Maria, bienvenue.

Anna Maria Mayda [00:01:36] :

Merci, Tim.

Tim Phillips [00:01:37] :

Et Mine, c'est un plaisir de vous recevoir également.

Mine Senses [00:01:39] :

Merci beaucoup.

Tim Phillips [00:01:40] :

Anna Maria l'impact de l'immigration sur les salaires et les biens publics, c'est un sujet brûlant à chaque élection, depuis, je pense, une dizaine d'années aux États-Unis. Une grande élection se profile à l'horizon. Est-ce que ce sera un sujet de campagne en 2024 ?

Anna Maria Mayda [00:01:55] :

C'est certain. Avant d'aborder ce sujet, permettez-moi de prendre une seconde pour remercier notre troisième partenaire, Walter Steingres, qui a également contribué à ce projet, mais qui n'a pas pu être présent aujourd'hui.

Permettez-moi de revenir à votre question et de vous donner une idée de l'état d'esprit des Américains en ce qui concerne les sujets auxquelles ils pensent. Le sondage Gallup de mars 2023 a été publié et selon les personnes interrogées, l'immigration figurait parmi les quatre problèmes les plus importants auxquels sont confrontés les États-Unis. Ce que j'ai trouvé très intéressant, c'est que le pourcentage de personnes interrogées qui pensent que l'immigration est le problème le plus important est plus ou moins le même que celui des personnes qui pensent que l'inflation et l'économie en général sont le problème le plus important. Il semble donc que l'immigration soit au cœur des préoccupations des citoyens, ce qui a également été le cas lors de certaines élections récentes.

Lors de l'élection présidentielle américaine de 2016 et de 2020, mais aussi en Europe, en Suède, en Italie, le plus récemment d'ailleurs en Italie, un candidat anti-immigration a gagné. Je dirais donc que l'immigration est une question politique qui n'est pas près de disparaître.

Tim Phillips [00:03:11] :

Cependant, lorsque les économistes du travail abordent ce sujet, ils ont tendance à mettre l'accent sur l'impact sur le marché du travail, n'est-ce pas ? Ils cherchent à savoir si les salaires augmentent ou diminuent en raison de l'immigration, si l'économie dans son ensemble se développe. Qu'est-ce que leurs recherches nous apprennent sur ces sujets ?

Anna Maria Mayda [00:03:29] :

Il s'agit d'une question très controversée dans la littérature sur les migrations, c'est pourquoi j'ai envie de commencer en citant un rapport très important de l'Académie nationale des sciences des États-Unis en 2017. Ce que ce rapport constate et écrit en gras, c'est que, en particulier lorsqu'il est mesuré sur une période de dix ans ou plus, et je cite ici le rapport mot à mot, l'impact de l'immigration sur le salaire global des natifs peut être faible et proche de zéro. Toutefois, les estimations pour les sous-groupes couvrent une fourchette plus large et suggèrent que nous devons revoir en partie la compréhension que nous avons depuis les de l'impact que l'immigration a eu sur les salaires depuis les années 1990. En résumé, pour simplifier, le rapport et la littérature sur les migrations en général concluent que les immigrants n'ont pas d'incidence négative, en moyenne, sur les opportunités de marché des travailleurs autochtones. Mais il existe des sous-groupes de travailleurs susceptibles d'être affectés négativement, et il s'agit principalement d'immigrants vivant déjà aux États-Unis. Ceux-ci ont tendance à être des substituts plus proches sur le marché du travail des immigrants nouvellement arrivés, tout comme les personnes ayant abandonné leurs études avant le secondaire. D'un point de vue politique, les immigrés vivant déjà aux États-Unis n'ont pas de voix politique parce qu'ils ne sont pas naturalisés, de plus il est peu probable qu'ils s'opposent fermement à l'immigration. Ils n'expliquent donc absolument pas l'opposition à l'immigration que

l'on observe dans les sondages d'opinion. Les décrocheurs scolaires pourraient expliquer cette attention pour l'immigration, mais ils sont une minorité. En 2023, ils ne représentaient que 9 % de la population des États-Unis âgée de 25 ans et plus. Ce que je veux souligner ici, c'est que ces effets sur le marché du travail ne sont pas susceptibles d'expliquer l'opposition à l'immigration. Il est certain qu'aux États-Unis, la plupart des travailleurs américains et la plupart des travailleurs en général ne sont pas affectés par l'immigration ou le sont positivement. Ceux qui sont affectés négativement sont probablement une très petite minorité.

Tim Phillips [00:05:45] :

Vous avez examiné un autre aspect de ce débat, l'impact sur les biens publics, comme je l'ai évoqué dans mon introduction, tels que l'éducation, la santé ou les transports au niveau local. Pourquoi pourrait-il y avoir en théorie un impact négatif sur la fourniture de ces biens publics ?

Mine Senses [00:06:02] :

En fait, l'effet peut être positif ou négatif, n'est-ce pas ? Ainsi, si les immigrés diffèrent des autochtones en termes de compétences lorsqu'ils arrivent, cela entraînera une modification du revenu moyen par habitant. Cela peut donc être dû à des effets purement compositionnels, parce que leur revenu est différent de la moyenne. Ou cela peut être dû aux effets dont Anna Maria a parlé en termes de salaires ou d'effets potentiels sur les prix du logement. Ce changement dans le revenu moyen aura donc un effet sur l'assiette fiscale locale. Elle va donc affecter les recettes fiscales provenant des taxes sur les ventes, des impôts sur le revenu, des impôts fonciers, etc. La direction et l'ampleur de ce changement seront-elles positives, négatives, de quelle importance ? Cela dépendra du type d'immigrants qui arriveront. Plus précisément, l'impact direct sur les revenus par habitant, les revenus générés localement, sera probablement positif pour les immigrants hautement qualifiés, car ils ont tendance à avoir un revenu plus élevé que la moyenne, et négatif pour les immigrants peu qualifiés. Mais cela va aussi dépendre de la réaction du gouvernement lui-même. Ainsi, le gouvernement local peut réagir à une modification de l'assiette fiscale en ajustant les taux d'imposition, les dépenses par habitant ou le type de services qu'il décide de financer. Cela dépendra également de l'action du gouvernement fédéral et de l'État. Ils peuvent décider de compenser totalement ou partiellement la variation des recettes locales par des transferts intergouvernementaux. La réponse spécifique des différents gouvernements sera déterminée par des éléments tels que l'exigence d'équilibre budgétaire, les préoccupations d'économie politique et les facteurs institutionnels. Par exemple, dans la pratique, la plupart de ces gouvernements locaux ont une obligation d'équilibre budgétaire. Par conséquent, si les recettes totales changent et que les recettes totales sont des recettes générées localement plus des transferts, cela aura un impact direct sur les dépenses publiques et la fourniture de biens publics locaux.

Tim Phillips [00:07:50] :

Et pour être clair Mina, si la majorité des immigrants étaient hautement qualifiés, alors au moins de ce côté du débat pour savoir si l'immigration est une bonne chose, nous pourrions affirmer qu'elle a un impact positif au niveau local.

Mine Senses [00:08:06] :

C'est tout à fait vrai. L'impact local dépendra fortement de la composition des immigrants. Mais pour être clair, et nous pourrons en parler plus en détail plus tard, le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'État disposent d'une grande marge de manœuvre pour lisser cet impact entre les différentes localités. Il s'agit là d'effets relatifs.

Tim Phillips [00:08:22] :

Toutefois, ces craintes, selon lesquelles l'immigration entraînerait une baisse de la qualité des services publics, sont souvent considérées comme anecdotiques. Les économistes font moins de recherches formelles à ce sujet. Aurait-ils dû accorder plus d'attention à la quantification de cet aspect de l'immigration afin que nous puissions déterminer s'il est anecdotique ou non ?

Mine Senses [00:08:45] :

Oui, je le pense très fortement. Nous disposons de nombreux documents sur les gains globaux potentiels de l'immigration. Il existe une littérature abondante à ce sujet.

Voix off [00:08:55] :

La question des migrants suscite de vives tensions ici ce soir...

Mine Senses [00:08:59] :

Mais nous savons aussi que l'appréhension de l'opinion publique à l'égard de l'immigration grandit dans de nombreux pays développés. La récente élection de Trump et dans tous les débats autour du Brexit...

Voiceover [00:09:09] :

... l'immigration est manifestement appelée à devenir la question la plus controversée du pays.

Mine Senses [00:09:14] :

Lors des élections en Suède et en Italie, les candidats anti-immigrés ont remporté un grand nombre de voix. Il est très facile de blâmer ceux qui ont une apparence différente de celle de la population et je suis certain que c'est en partie dû à cela. Mais lorsqu'on demande aux électeurs pourquoi ils sont préoccupés par l'immigration, ils mentionnent également des éléments tels que les salaires et l'emploi des travailleurs autochtones, ainsi que l'État-providence au même niveau que le marché du travail. Et l'État-providence précisément, c'est la quantité et la qualité des biens publics, et les électeurs ont tendance à s'inquiéter de cela. Vous avez mentionné la surpopulation des écoles, des hôpitaux et des transports publics, ainsi que les conséquences de ce processus sur leur charge fiscale. Nous pensons qu'il est de notre devoir, en tant qu'économistes, de prendre ces préoccupations particulièrement au sérieux et d'évaluer si elles sont empiriquement valables et, si c'est le cas, dans quelles circonstances elles le sont. Beaucoup de nuances se perdent dans le discours public. Il y a beaucoup de variation dans les effets mesurés et il est de notre devoir de les documenter. Les effets peuvent être différents en fonction du type d'immigrants qui arrivent. Ils pourraient être différents selon

les caractéristiques de la localité dans laquelle ils arrivent. Il se peut que l'effet soit très différent selon la durée étudiée. Les immigrants de la première génération par rapport à ceux de la deuxième génération pourraient avoir un impact local très différent. Cela pourrait dépendre des différentes institutions régissant les finances publiques. Nous pensons donc qu'il est très, très important de quantifier ces conséquences distributives au même niveau que les avantages globaux qui sont bien documentés, car cela nous aiderait à concevoir des politiques qui répondent à certaines de ces conséquences éventuellement négatives de l'immigration sans recourir à des politiques radicales et, à notre avis, très néfastes, telles qu'une plus grande restriction de l'immigration.

Tim Phillips [00:10:52] :

La construction de murs, par exemple. Ces deux derniers jours, au Royaume-Uni, ce débat a dominé l'actualité en raison de la publication des chiffres de l'immigration. Et je dois dire que ce n'est pas un débat que j'ai trouvé particulièrement nuancé. Vos recherches sont donc les bienvenues. Nous en reparlons dans un instant.

[Voiceover] [00:11:21] :

En novembre 2018, nous avons interviewé Lance Pritchett à propos de ses recherches sur l'immigration. Il affirme que le taux d'immigration des pays pauvres vers les pays riches est en réalité sept fois trop faible. Écoutez l'épisode intitulé : Le monde a besoin de plus de migrants.

Tim Phillips [00:11:43] :

Vous recherchez donc une relation de cause à effet entre l'immigration et la fourniture de biens publics locaux aux États-Unis. De toute évidence, comme nous réfléchissons à cette question au niveau local, il est important que vos données soient également locales. Quel niveau de granularité est possible ? L'autre question qui m'est venue à l'esprit est la suivante : comment classer les données ex ante ? Quel type d'immigration se produit ?

Mine Senses [00:12:07] :

Nous définissons donc une localité comme un comté, mais à l'intérieur d'un comté aux États-Unis, il existe de nombreuses petites administrations locales comme les municipalités, les districts spéciaux et les districts scolaires indépendants, etc. Nous les regroupons donc toutes au sein du comté et nous disposons d'informations très détaillées sur le type de recettes que ces administrations locales perçoivent - ventes, impôts fonciers, impôts sur le revenu, transferts en provenance des différents États et du gouvernement fédéral, etc. Nous disposons également d'informations sur les différents postes de dépenses, tels que l'éducation, les infrastructures publiques, l'assainissement, etc. Ensuite, nous définirons les immigrants comme des étrangers et nous classerons ceux qui ont au moins un diplôme universitaire comme hautement qualifiés et ceux qui n'ont pas de diplôme universitaire comme relativement peu qualifiés.

Tim Phillips [00:12:47] :

Par ailleurs, les personnes qui s'installent aux États-Unis peuvent choisir leur lieu de résidence dans des limites raisonnables. Cela pose-t-il un problème pour votre analyse ? Parce que je choisirais de vivre dans un endroit qui dispose d'un niveau élevé de services publics.

Anna Maria Mayda [00:13:01] :

Permettez-moi de répondre à cette question. Vous avez tout à fait raison. Les immigrants sont intelligents. Ils veulent aller dans des endroits où tout va bien, où l'économie se porte bien, où les gouvernements locaux fournissent potentiellement de nombreux biens, des biens publics. Vous avez donc raison. Ce tri des immigrants entre les différentes localités des États-Unis est un problème potentiel dans notre analyse. En économie, nous utilisons le terme d'endogénéité pour y remédier. Nous devons donc l'aborder dans l'analyse empirique et nous le faisons d'une manière assez standard pour la littérature. Considérons que les immigrants se rendent dans un lieu donné pour deux raisons différentes. La première est celle que nous avons mentionnée, à savoir les raisons économiques. Mais il y a une deuxième raison pour laquelle les immigrants se rendent dans un lieu donné : c'est parce qu'ils y ont de la famille et des amis ou parce qu'il y a des habitants venant du même pays d'origine. Il y a donc dans ce lieu des commodités que les immigrés aiment consommer. C'est donc la deuxième source de variation que nous traitons dans nos données. Et cette deuxième source de variation est plus susceptible d'être exogène. Elle est plus susceptible d'être orthogonale et indépendante de la variation économique. Nous effectuons également une série de contrôles de robustesse dans notre analyse afin de vérifier si cette variation est effectivement exogène, et nos résultats sont assez solides et robustes.

Tim Phillips [00:14:36] :

Entrons dans les résultats afin de pouvoir distinguer l'impact des immigrants peu qualifiés de celui des immigrants hautement qualifiés. Quels sont ces impacts ?

Mine Senses [00:14:45] :

Nous constatons donc que les localités qui accueillent en moyenne une plus grande proportion d'immigrants hautement qualifiés connaissent une amélioration relative de leurs finances publiques locales. L'inverse est vrai pour les localités qui accueillent relativement plus d'immigrés non qualifiés. Pour donner quelques chiffres, entre 1990 et 2010, la proportion d'immigrants peu qualifiés a augmenté d'environ trois points de pourcentage aux États-Unis. Cela se traduit donc par une réduction relative des revenus possédés par habitant d'environ 8,4 % et des dépenses consenties par habitant d'environ 5,6 %. Il s'agit donc de pourcentages relativement élevés. Mais en termes de valeur monétaire, ce qu'ils représentent est assez faible. Il s'agit d'environ 125 dollars par personne.

Au cours de cette période, la proportion d'immigrants hautement qualifiés a augmenté d'environ 1,8 point de pourcentage, ce qui correspond à une augmentation d'environ 6 % des revenus individuels et des dépenses consenties par habitant. Si l'on additionne ces chiffres à l'effet total des immigrés, on obtient un zéro assez bien anticipé. Il s'agit pour être précis d'une diminution de 0,5 %.

Tim Phillips [00:15:51] :

Mais j'imagine qu'il y a une grande différence entre les endroits qui ont accueilli d'immigrants hautement qualifiés, par exemple la Silicon Valley, et d'autres comtés où l'on trouve principalement des immigrants peu qualifiés. Quelle est l'ampleur de cet écart ?

Anna Maria Mayda [00:16:07] :

Vous avez donc raison, les effets varient considérablement. Permettez-moi de vous donner un exemple, pour vous donner une idée de la diversité de ces effets. Nous examinons deux comtés différents, le comté de Presidio au Texas et le comté de Monterey en Californie, entre 1990 et 2010. Dans le comté de Presidio, au Texas, la proportion d'immigrants peu qualifiés a augmenté de dix points de pourcentage, et celle des immigrants hautement qualifiés d'un point de pourcentage. En revanche, dans le comté de Monterey, la proportion d'immigrants peu qualifiés a augmenté de trois points de pourcentage, et celle des immigrants hautement qualifiés de sept points de pourcentage. En résumé, dans le comté de Presidio, l'immigration de personnes peu qualifiées a été prédominante. Dans le comté de Monterey, c'est la migration des personnes hautement qualifiées qui prédomine. D'après nos estimations, ces flux entrants ont entraîné une réduction de 15 % des dépenses publiques par habitant pour les biens publics locaux dans le comté de Presidio, au Texas, et une augmentation de 14 % dans le comté de Monterey.

Tim Phillips [00:17:03] :

Quel est le mécanisme en jeu ? S'agit-il d'une question de fiscalité ? S'agit-il d'une demande accrue de services publics de la part d'immigrants peu qualifiés ? Que se passe-t-il ?

Mine Senses [00:17:14] :

Il s'agit d'une combinaison des deux. C'est l'offre et la demande qui travaillent ensemble. L'exigence d'un budget équilibré en fait partie. Ainsi, s'il y a une baisse relative des revenus dans certains lieux par rapport à d'autres, cela va se refléter dans les dépenses, dans une proportion de presque un pour un, en raison de ces exigences d'équilibre budgétaire. Cela entraînera des conséquences sur la quantité et la qualité des biens publics fournis localement. Mais il se peut aussi que, par exemple, l'arrivée d'immigrants modifie le prix de certains services. Si ces immigrés travaillent en tant que, par exemple, infirmières, enseignants ou chauffeurs de bus, cela pourrait affecter le coût de l'enseignement public. Par ailleurs, les services aux États-Unis ont une dépendance très variable vis-à-vis des transferts du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'État. Par exemple, l'éducation reçoit beaucoup de transferts fédéraux, de sorte que certains services peuvent être plus immunisés que d'autres contre ces fluctuations locales. Voilà pour ce qui est de l'offre. Et comme vous l'avez souligné à juste titre, la demande pourrait également être différente. Si beaucoup d'immigrants moins qualifiés arrivent et qu'ils sont en moyenne plus pauvres, cela pourrait augmenter la demande de services sociaux. Et cela pourrait également modifier les préférences des autochtones en termes de financement de ces services si les immigrés les utilisent proportionnellement plus que les autochtones, par exemple. Il se peut aussi que si les immigrés ont moins de voitures, cela augmente la demande de transports publics, etc. La demande et la volonté des autochtones de financer certains de ces services pourraient donc être affectées par l'arrivée d'immigrants.

Tim Phillips [00:18:51] :

Et si j'ai bien compris, aux États-Unis, il existe un contrôle local assez important sur la manière dont les biens publics sont priorisés. L'immigration modifie-t-elle les biens publics financés ?

Anna Maria Mayda [00:19:05] :

C'est tout à fait le cas. Tout d'abord, vous avez raison de dire qu'aux États-Unis, les collectivités locales jouissent d'une grande autonomie parce qu'elles perçoivent la majeure partie de leurs revenus au niveau local. Les transferts en provenance d'autres niveaux de gouvernement représentent généralement moins de la moitié des recettes totales. Ainsi, puisque les collectivités locales perçoivent la plupart de leurs revenus au niveau local, elles peuvent également décider de la manière dont elles les dépensent. Et ce que nous constatons, c'est que, comme Mine l'a mentionné, lorsque des migrants peu qualifiés arrivent, les dépenses publiques par habitant ont tendance à diminuer. En revanche, lorsque les migrants hautement qualifiés arrivent, les dépenses publiques par habitant ont tendance à augmenter. Et cela est généralement vrai pour les différents postes de dépenses. Mais nous avons trouvé quelques résultats différents. Par exemple, l'arrivée d'immigrants hautement qualifiés dans une localité entraîne une réduction des dépenses liées à l'ordre public, c'est-à-dire des dépenses de police. Ce résultat est en fait lié à un autre résultat de notre analyse, à savoir que l'arrivée d'immigrants hautement qualifiés entraîne une diminution des taux de crimes violents et de violation de propriété. Il s'agit du premier résultat qui diffère quelque peu des autres postes de dépenses. Permettez-moi de mentionner un autre résultat très important, à savoir l'absence d'impact de l'arrivée de migrants peu ou très qualifiés sur les dépenses par habitant en matière d'éducation, qui est le poste de dépenses le plus important. Et comme il s'agit d'un poste de dépense très important, nous approfondissons un peu plus ce résultat. Nous vérifions la robustesse de ce résultat en considérant à la fois les dépenses par habitant et par élève, et nous constatons à nouveau qu'il n'y a pas d'impact. Nous examinons également les résultats en matière d'éducation. Par exemple, le nombre d'élèves par enseignant au niveau local et, là encore, nous ne constatons aucun impact de l'arrivée de migrants peu ou très qualifiés sur le nombre d'élèves par enseignant. L'explication de ce résultat est un peu surprenante, car nous constatons qu'il y a une baisse, par exemple, des revenus par habitant lorsque des migrants peu qualifiés arrivent. Et nous constatons également que les transferts vers l'éducation ne sont pas suffisants pour compenser cette baisse des revenus par habitant. La façon dont nous expliquons ce résultat est donc qu'il y a une réaffectation des ressources entre les postes de dépenses vers l'éducation.

Tim Phillips [00:21:40] :

Certains résultats sont assez surprenants. Il y a aussi des résultats auxquels on aurait plus certainement pu s'attendre. Mais dans l'ensemble, il y a une grande question à se poser sur la base de votre recherche. Si on regarde les personnes qui s'inquiètent de cette situation ou les politiciens locaux qui vont peut-être en faire un enjeu électoral, leurs opinions sont-elles fondées sur la réalité ou s'agit-il simplement d'une perception ?

Anna Maria Mayda [00:22:06] :

Notre étude montre tout d'abord que les impacts fiscaux locaux sont très inégaux d'une localité à l'autre aux États-Unis. Certaines localités sont affectées négativement par rapport aux comtés qui ne reçoivent pas de migration, tandis que d'autres sont positivement affectées. Nous constatons également que l'impact des migrants peu qualifiés et hautement qualifiés est très différent et que les perceptions de l'opinion publique comprennent ce point. Il est donc exact que ces effets sont très inégaux et très différents entre les migrants peu qualifiés et les migrants hautement qualifiés. Les données d'opinion publique montrent bien que les gens perçoivent ces différences. Mais ce que l'opinion publique ne saisit pas tout. C'est honnêtement très difficile à mesurer pour quelqu'un qui ne travaille pas sur ces questions. Même en ne regardant que l'impact fiscal de l'immigration il y a probablement des effets, qu'en économie nous appelons des effets d'équilibre général, qui ne sont pas mesurés par le type d'analyse que nous effectuons. Ainsi, dans le type d'estimation que nous faisons, une analyse de séries temporelles de données, ce que vous mesurez ce sont les effets relatifs. Les effets relatifs aux comtés qui ne reçoivent pas de migration. Mais même les comtés qui ne reçoivent pas de migration sont susceptibles d'être affectés d'un point de vue fiscal par des effets d'équilibre général. Permettez-moi de vous donner un exemple. Lorsque les migrants arrivent, ils n'ont pas seulement un impact sur les gouvernements locaux, mais aussi sur le gouvernement fédéral en termes de finances publiques. Ils font donc partie de ces effets d'équilibre général. Et ces effets au niveau du gouvernement fédéral ont tendance à être beaucoup plus positifs qu'au niveau local. Notre étude n'est donc pas calibrée pour saisir ces effets d'équilibre général. En outre, l'opinion publique a certainement plus de mal à réaliser que, dans la mesure où le gouvernement fédéral, par exemple, est positivement affecté, cela se répercutera également sur les gouvernements locaux. Mais ce que l'opinion publique comprend, c'est que ces effets sont très inégaux d'une localité à l'autre et très différents entre les migrants peu qualifiés et les migrants hautement qualifiés.

Tim Phillips [00:24:23] :

Je vais donc terminer par une question qui pourrait être très naïve de votre point de vue. Vous avez dit tout à l'heure que, en moyenne, il n'y avait pas d'impact du tout. Le gouvernement fédéral ne pourrait-il pas désamorcer ce problème par une redistribution intelligente ? Cela serait-il possible ?

Anna Maria Mayda [00:24:45] :

Vous avez raison, c'est possible. En fait, cette inégalité des effets fiscaux peut être abordée de deux manières différentes. Tout d'abord, comme Mine l'a mentionné, nous constatons qu'en moyenne, l'effet est très proche de zéro. Ainsi, si tous les comtés qui reçoivent des migrations étaient identiques, l'effet sur leur recettes fiscales serait inférieur à 0,5 % pour chacun d'entre eux. Cela signifie que si le gouvernement fédéral met en place un système de redistribution des comtés gagnants vers les comtés perdants parmi les comtés qui reçoivent des migrants, cela suffirait à rendre tous les comtés qui reçoivent des migrants aussi bien lotis que les comtés qui n'en reçoivent pas. En outre, comme nous l'avons dit, le rapport de l'Académie nationale des sciences constate que les effets fiscaux au niveau du gouvernement fédéral tendent à être plus positifs qu'au niveau local. Ces effets plus positifs au niveau du gouvernement fédéral peuvent donc être redistribués en partie vers les niveaux locaux.

Tim Phillips [00:25:54] :

Mais est-ce que cela va se produire ?

Mine Senses [00:25:56] :

Comme vous l'avez dit précédemment, ce type d'effet de l'immigration sur l'État-providence n'a pas été beaucoup étudié dans la littérature et cet article est l'un des tout premiers à le faire. Nous avons encore beaucoup de travail à faire dans ce domaine. Il y a donc ce que le gouvernement de l'État peut faire, ce que le gouvernement fédéral peut faire et les différentes institutions qui régissent les finances publiques. Certains États ont des lois sur l'égalité scolaire qui stipulent que vous devez dépenser exactement le même montant indépendamment des recettes locales que vous générez. D'autres n'ont pas ce mécanisme. Il s'agit là de questions extrêmement importantes que nous devons étudier avant de pouvoir dire clairement : est-ce que cela fonctionne ? Est-ce que cela s'accorde avec la vision publique ? Mais ce que vous avez souligné à propos du gouvernement fédéral est très important, car il s'agit d'une institution qui existe déjà aux États-Unis. Elle pourrait peut-être être utilisée davantage pour atténuer certains de ces chocs locaux et, dans certains cas, mettre en place des transferts automatiques pour une réaction immédiate. Par exemple, si une école a plus d'élèves, elle reçoit automatiquement plus de fonds du gouvernement fédéral. Certains transferts seraient automatiques, d'autres non. Il convient donc de réfléchir à la manière dont nous pourrions modifier les institutions existantes afin d'apaiser certaines des inquiétudes du public.

Tim Phillips [00:27:05] :

Ce sont des questions très importantes et je pense que votre contribution sera très précieuse si votre voix est entendue. J'espère que ce sera le cas au cours des 12 à 18 prochains mois. Anna Maria, Mine. Je vous remercie.

Anna Maria Mayda [00:27:19] :

Merci, Tim.

Mine Senses [00:27:21] :

Merci.

Tim Phillips [00:27:30] :

L'article s'intitule Immigration and Provision of Public Goods : Evidence at the local level in the US. Les auteurs sont Anna Maria Mayda, Mine Senses et Walter Steingress. Il s'agit du discussion paper 18054 du CEPR.

[Voiceover] [00:27:49] :

Ceci est un VoxTalk du Center for Economic Policy Research. Nous vous présentons chaque semaine les nouvelles recherches les plus importantes en matière d'économie, alors abonnez-vous. Vous nous trouverez partout où vous écoutez vos podcasts. La semaine prochaine,

VoxTalk se penchera sur la question de savoir si les économistes atteignent leur apogée au début de leur vie ou s'ils s'améliorent avec l'âge.